

2/4/77

Grèce

Le peuple veut une modification des structures du régime pour garantir l'indépendance du pays

nous déclare M. Andréas Papandréou, dirigeant du parti socialiste

M. Andréas Papandréou, dirigeant du mouvement socialiste panhellénique (parti socialiste grec, PASOK), est à Paris depuis lundi 28 mars. Il rend à M. Mitterrand la visite que celui-ci lui avait faite en janvier en Grèce.

Nous avons rencontré M. Papandréou au siège du P.S. Il nous a d'abord dit sa satisfaction d'être accueilli par « un parti socialiste, français puissant et dont la ligne de conduite est bien connue. Son exemple est pour le socialisme grec un renfort et un encouragement. Il peut donner un élan vital à la gauche grecque. En France, le socialisme est une idée qui fait son chemin. Elle fait aussi son chemin en Grèce. »

— Etes-vous membre de l'Internationale socialiste, comme le parti socialiste français ?

— Non, nous avons refusé car nous ne voulons pas être soupçonnés de social-démocratie et d'atlantisme. Le parti français occupe une position stratégique entre les partis socialistes du nord de l'Europe qui sont sous l'influence de la S.P.D. allemande et ceux du sud de l'Europe. Quant à nous, notre place pour le moment est parmi les partis socialistes du sud de l'Europe. Je dis bien socialistes et non sociaux-démocrates.

Les rapports avec les communistes

— Comptez-vous, comme le parti socialiste français, faire alliance avec les communistes dans une union de la gauche ?

— Non. Pour le moment du moins, nous ne sommes pas en mesure de suivre le P.S. français sur ce terrain, car les partis communistes en Grèce sont au nombre de deux. Il y a le parti communiste grec, fidèle à Moscou, et l'autre celui que nous appelons le parti communiste de l'intérieur. Leur division est profonde. Nous ne sommes pas en

mesure et nous ne voulons pas faire un choix entre ces deux partis communistes ni faire alliance avec l'un contre l'autre.

» Nous préférons tenter de réaliser ce que nous appelons une coalition des forces démocratiques en vue des prochaines élections qui devraient avoir lieu en Grèce à l'automne de 1978, au plus tard. Cette alliance des forces démocratiques sera plus large que votre union de la gauche ; elle aura pour objectif de s'opposer à la droite par une collaboration électorale. C'est un concept spécial à la Grèce et qui n'a pas de rapport avec le programme commun de la gauche en France. Il s'agit de faire pièce au rapprochement éventuel des partis de l'union démocratique du centre de M. Mavros et de la Nouvelle Démocratie, qui est le grand parti de droite dirigé par le premier ministre M. Caramanlis. Le parti de l'union du centre peut, en effet, faire alliance avec une majorité des membres du parti de M. Caramanlis, à l'exclusion de l'extrême droite que l'évalue à un tiers des membres de la Nouvelle Démocratie. Car les amis de M. Mavros ne sauraient accepter que les structures de l'Etat, la justice, les services de sécurité, la gendarmerie, la police et même en partie l'armée restent, comme c'est encore le cas deux ans et demi après la chute de la dictature, inchangés et imprégnés de personnels hérités de la junte. Là se trouve une divergence fondamentale entre ces deux partis, divergence que nous avons intérêt à souligner.

— Qu'attendez-vous de ces prochaines élections ?

— A droite, le parti de M. Caramanlis a des chances de réunir plus de 45 % des suffrages. Si l'extrême droite constitue un groupe particulier elle peut avoir une audience correspondant à 10 % des voix.

» Notre parti, le PASOK, peut recueillir 25 % à 30 % des suffrages. Ajoutez-y 6 % pour le

parti communiste grec et 3 % pour le parti communiste de l'intérieur. Le rapport des forces entre la droite et la gauche est proche de l'équilibre. Pour augmenter ses chances sur le plan parlementaire, M. Caramanlis s'efforcera sans doute de promulguer par surprise une loi électorale nouvelle avec un système proportionnel très « renforcé ». Deux cent vingt députés sur trois cents à la Chambre n'appartiennent-ils pas au parti de M. Caramanlis alors que ce dernier n'a recueilli aux dernières élections que 54 % des voix ?

— Vous dites souvent que le régime n'a pas fondamentalement changé depuis la chute des colonels. Regrettez-vous d'être revenu en Grèce le 16 août 1974 ?

— Non, car, à l'époque, le peuple grec croyait en M. Caramanlis et il nous aurait traités de Don Quichotte. Aujourd'hui, c'est différent. Le peuple éprouve une grande désillusion. Il constate que nous avions raison quand nous disions que le régime était profondément inchangé dans ses structures par rapport à la période de la dictature et qu'il obéissait toujours aux Américains. Dans ces conditions, les chances de l'opposition aux prochaines élections augmentent de jour en jour. Le peuple a vu qu'il n'y a pas eu d'épuration véritable. Il attend toujours et souhaite un changement, le remplacement des hommes qui étaient au service de la dictature et qui sont toujours là. Il veut une modification des structures de façon à garantir une véritable indépendance de la Grèce vis-à-vis des Etats-Unis. Notre parti est jeune. Il a été fondé en septembre 1974. Mais il a l'avenir devant lui et il est tout prêt à suivre l'exemple du parti socialiste français. »

Propos recueillis par
ROLAND DELCOUR.